

L'Europe, cette prison des nations

Written by Eric Walberg

(French translation of "Eu: Prison of nations")

L'« incohérence » de Nicolas Sarkozy traduit l'impasse européenne.

12/3/9 -- Des émeutes ont balayé l'Europe de l'Est cet hiver. En Lettonie, 100 individus ont été arrêtés alors qu'ils attaquaient le ministère des Finances avec les pavés du site touristique restauré à l'ancienne, pour protester contre le chômage, le budget et les réductions salariales. En Lituanie, la police anti-émeutes a tiré des balles de caoutchouc et du gaz lacrymogène sur une marche syndicaliste. Une manifestation dans la capitale bulgare s'est transformée en violence, entraînant l'arrestation de 150 manifestants. Ces trois États sont tous membres du Exchange Rate Mechanism ([MCE2](#)), la cellule européenne de détention provisoire. Ils doivent s'unir.

Le FMI exige la dévaluation de la monnaie de ces « économies, » qui ne sont plus tout à fait des économies après leur désindustrialisation ces deux dernières décennies, mais les accords européens s'y opposent. Et même si elles pouvaient le faire, leur énorme dette hypothécaire contractée en euros et en francs suisses dans la dernière décennie serait encore impossible à rembourser.

Le gouvernement de Lettonie a essayé de se conformer aux mesures imposées par le FMI

pour obtenir un prêt d'urgence, comme l'Argentine en 2001, quand des réductions brutales dans l'éducation et les programmes sociaux ont provoqué une grève générale et la radicalisation de la nation entière (sauf, bien sûr, des responsables de la crise). Les émeutes en Lettonie ont fait tomber le gouvernement et sa cote de crédit a été réduite à tout juste un statut de pacotille.

Ce n'est pas mieux dans l'Euroland. Question : Quelle est la différence entre l'Irlande et l'Islande ? Réponse 1 : La lettre « s. » Réponse 2 : Six mois.

Nous n'avons pas encore évoqué la Grèce, qui est déjà considérée comme un État en faillite, pratiquement en état de guerre civile depuis septembre dernier. Et maintenant, les piliers mêmes de l'Union Européenne s'effritent. En janvier, des centaines de milliers de gens ont manifesté dans les villes françaises lors des plus grandes manifestations depuis vingt ans. Une grève en cours depuis un long mois dans la lointaine Guadeloupe française est désormais une guerre urbaine à grande échelle, avec même la mort d'un dirigeant syndical. Le gratin dirigeant blanc et les touristes sont en ce moment même en train de fuir dans la panique. La Martinique et la Réunion se mettent de la partie.

En Grande-Bretagne, des manifestations éclatent partout pour protester contre le chômage et le renflouage bancaire. Le British National Party a ulcéré l'establishment en remportant un siège au conseil de Kent, « pénétrant » le sud de l'Angleterre et s'attendant à des gains importants aux élections européennes de juin. L'Espagne a perdu un million d'emplois en 2008 et le taux de chômage devrait atteindre 25 pour cent cette année. Les travailleurs ont dit que la fameuse inflation salariale en Espagne (et en Irlande) nécessite désormais une déflation salariale. Avec le haut niveau d'endettement de l'Espagne, c'est impossible. Même si c'était possible, le dégonflement des salaires est la recette de la révolution.

En remake de la Grèce, il est prévu que des marches de protestation contre la situation économique critique se développent et entraînent de nouvelles violences aux quatre coins de l'Europe. Soudain se dresse le spectre de la fin de l'Union Européenne, certainement la fin de la monnaie commune. Créé pour persuader le « monde libre » des dangers du communisme, l'effet domino revient en force.

Au cours des deux dernières décennies, la chaîne des meneurs a réussi à transformer le visage de l'Europe, à détruire l'Union Soviétique et à étendre rapidement vers l'est l'UE et l'OTAN. Mais, tout comme Napoléon et Hitler avant eux, les conquérants immodérément présomptueux sont allés trop loin, trop vite, et sont désormais confrontés à l'éventualité de tout perdre. Le miracle de l'Euroland est à présent tourné en dérision, traité de Völker-Kerker (prison des nations) rappelant l'Empire austro-hongrois. Les journalistes italiens commencent à parler de la « crise de la tequila » de l'Europe, faisant référence à l'effondrement du peso mexicain en 1995, quand le gratin emportait son argent aux États-Unis. Une fuite de capitaux similaire à partir du Club Med pourrait déclencher un processus irréversible, et même terrasser l'Euroland.

Qu'est-ce que l'Euroland, hormis un accord de taux de change fixe entre membres ? Les sceptiques l'ont toujours écarté comme un dangereux carcan, car l'Europe est loin d'être uniforme. Cela signifie que les gouvernements nationaux sont très limités dans leurs politiques monétaire et budgétaire pour faire face aux crises. Cela veut dire aussi que les frémissements de l'Europe deviennent des raz-de-marée, que toutes les économies des pays réussissent ou échouent ensemble.

C'est très bien quand les gouvernements sont unis dans la poursuite d'un programme commun promouvant la stabilité et la prospérité pour le commun des Européens, mais le néo-libéralisme ne permet pas ce genre de volonté politique. L'espace économique commun a juste permis à de grandes entreprises et à des banques de prendre le contrôle de l'ensemble du marché, prétendument également compétitif pour leurs grands frères aux États-Unis, en Chine et ailleurs. Mais, en conduisant la vague de privatisations et l'expansion de l'Euroland, ils font une chose qui ne sert à rien, sans fort gouvernement national pour leur rogner les ailes. Le « gouvernement » de l'UE se révèle pire qu'inutile, ne faisant qu'entériner cette folie du thatchérisme, dupant les Européens en leur faisant croire que quelqu'un contrôle le chaos intentionnel.

Alors que l'euro commence à glisser par rapport à la valeur du dollar (ce qui est vrai), personne ne peut sérieusement se préparer à la possibilité de l'imminence de son effondrement et à quoi faire à ce propos. Au lieu de cela, incroyablement, un chroniqueur du Financial Times invite l'UE à renoncer à ses conditions d'entrée en Euroland pour les « économies » de l'Europe de l'Est et à les conduire rapidement en sécurité dans le parc à moutons de l'euroland. Aussi folle que puisse sembler cette stratégie, c'est celle en cours de mise en œuvre : pour pomper sans fin du cash dans les banques qui ont imprudemment déménagé dans ce désert économique.

Il est indispensable après tout de maintenir l'édifice à flot. La quasi-totalité de l'Europe de l'Est est endettée auprès des banques occidentales et comme ils font faillite, ou à la « chance » de ceux dont le taux de change dégringole vis-à-vis de l'euro, ils représentent pour l'Ouest le rayon des soldes de la braderie. Le zloty polonais a plongé de 50 pour cent dans les six derniers mois, rendant impossible de rembourser les innombrables euros des emprunts à la Suisse, contractés sans le vouloir par les Polonais, leurrés par la modicité des taux d'intérêt.

Les banques ont prêté environ 1,7 billion de dollars à l'Europe de l'Est depuis l'« indépendance, » et ils doivent être sauvés à tout prix de l'anéantissement. Les 31 milliards de

dollars proposés actuellement en injections dans les banques sont des clopinettes, tant que les gouvernements nationaux (les peuples) les payeront, bien sûr.

Si les banquiers armés d'un courage d'acier peuvent garder le cap, le règlement est potentiellement immense. Les pays attirés dans les griffes de l'Euroland, ces nations orphelines, peuvent à présent être saignées. L'intégration en force, est du même tonneau que leur Deuxième Guerre mondiale et l'occupation qui a suivi. Au moins, sous le socialisme (dont se souviennent avec émotion beaucoup d'Européens de l'Est) de l'après Deuxième Guerre mondiale, on pourvoyait aux besoins des gens du commun et les privilèges du parti au pouvoir avaient été restreints. Mais si le gratin non surveillé d'aujourd'hui continue à envoyer son argent à l'étranger, le fossé deviendra un gouffre. Les émeutes se transformeront en révolutions.

La France sera sans doute en tête. Soutenus par 70 pour cent de la population, les étudiants occupaient récemment la Sorbonne, dans leur longue lutte contre la réforme de l'éducation du Président Nicolas Sarkozy. Des politiciens français radicaux, José Bové et Olivier Besancenot, le populaire leader du Nouveau Parti Anticapitaliste, sont déjà allés en Guadeloupe, en solidarité avec les grévistes. « Leur combat est notre combat, contre le capitalisme, l'exploitation, les grands supermarchés, » a exhorté dans le quartier de la Bastille un militant fraîchement radicalisé.

La popularité de Sarkozy est à son minimum à 36 pour cent, avec nombre de français disant qu'ils se féliciterait de grèves « à grande échelle. » Le sondeur de l'opinion publique Dabi a déclaré, « Il y a un sentiment d'incohérence et l'impression que Sarkozy ne sait pas vraiment où il est en train de conduire la France. Mais c'est en grande partie à cause de l'incohérence et parce que Sarkozy ne sait pas où il emmène la France. »

La même chose peut certainement être dite de tous les dirigeants occidentaux ces jours-ci. Le Président des États-Unis Barack Obama est simple. Il a au moins un programme clair à oublier, celui des Reagan-Bush. Mais, à ce jour, la seule politique commune des dirigeants occidentaux, c'est celle dictée par le gratin bancaire : « Renflouez-nous, mais laissez-nous tranquille. » Ils demandent en tout cas un renflouage coordonné, et exigent une nouvelle institution bancaire internationale, qui, bien entendu, sera contrôlée par eux, et qui, nous sommes censés le croire, permettra d'éviter tout autre désagrément. Une telle institution pourrait bien agir pour éviter la débâcle du capitalisme, mais il y aura beaucoup de « désagréments, » équitablement répartis entre les gens du commun.

Les perspectives ensoleillées de l'Euroland d'hier ne sont plus. L'Europe de l'Est risque d'être gobée vivante par les banques occidentales. L'Europe de l'Ouest ne risque rien de moins que la stagnation et des troubles politiques sans fin. Tout indique que c'est l'impasse, que la seule façon d'avancer est de briser l'emprise du système économique à la fois sur l'Est et l'Ouest. Les bouleversements ont commencé et le véritable effet domino se propagera dans toute l'Europe cet été. Dire que les élections au parlement européen de juin auront lieu dans une atmosphère hostile est un euphémisme.

Comme l'ont découvert les hommes politiques grecs et lettons, le recours à une crise pour faire adopter des mesures impopulaires ne marche plus. Les rues résonnent déjà du cri : « Nous ne paierons pas pour votre crise ! »

L'Europe, cette prison des nations

Written by Eric Walberg

Article original en anglais: [Europe: Prison of Nations](#) , publié le 4 mars 2009.

Traduction : Pétrus Lombard.

<http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=12588>